

Francia – Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Bd. 37

2010

DOI: 10.11588/fr.2010.0.44890

---

#### Copyright

Das Digitalisat wird Ihnen von perspectivia.net, der Online-Publikationsplattform der Stiftung Deutsche Geisteswissenschaftliche Institute im Ausland (DGIA), zur Verfügung gestellt. Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

CORINNA VON LIST

## TROIS PILIERS DE LA RÉSISTANCE SOUS COUVERT DE FÉMINITÉ

Les services de liaison, les secrétariats et l'hébergement

Pendant quatre décennies, le regard que la France a porté sur la complexité de la Résistance a été faussé par une perspective essentiellement militaire. Ainsi, durant de longues années, l'engagement des résistantes n'a été reconnu que lorsqu'il correspondait au schéma de la résistance militaire-armée ou lorsque les femmes qui avaient résisté étaient mortes en martyres – c'est-à-dire avant tout sous la torture ou en camp de concentration. Très partielle, cette approche est à imputer au mythe de la Résistance qui a vu le jour dans l'immédiate période d'après-guerre; elle a également été encouragée par l'instrumentalisation de l'historiographie de la Résistance qui s'en est suivie – et ce, tant du côté de l'État que du côté des deux camps politiques alors dominants, les gaullistes et les communistes<sup>1</sup>. Ce n'est qu'avec les événements de mai 1968 que l'on assistera à une démystification de la Résistance donnant le coup d'envoi à des débats scientifiques sur ce sujet et sur le régime de Vichy<sup>2</sup>. Trouvant leur expression dans des centaines de publications, ces débats d'historiens se poursuivent jusqu'à nos jours.

Dans ce contexte, la recherche n'a jamais accordé que très peu d'attention au rôle des femmes dans la mise en place et le bon fonctionnement de la Résistance. Pourtant, en l'absence d'éléments civils fonctionnels et d'appui logistique d'une part de la population, notamment féminine, la Résistance militaire-armée aurait été incapable d'agir. Cela vaut particulièrement pour les services de liaison, dont la mise en place reposait exclusivement sur des piliers civils tels que l'hébergement. Comportant des activités qui furent trop fréquemment et trop hâtivement qualifiées de peu ou pas dangereuses, les aspects civils de la Résistance méritent pourtant d'être analysés – ce qui ne manque pas de soulever la question des risques encourus par les femmes.

Tandis que la plupart des publications consacrées au rôle des femmes dans la Résistance reposent sur l'histoire orale, cet article adopte un point de vue méthodique différent en s'appuyant sur les archives des appareils de répression français et allemand. Jusqu'à présent, la recherche n'avait en effet jamais recouru de manière systé-

1 Pierre NORA, *Gaullistes et Communistes*; dans: Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire*, 3 vols, Paris 1984–1992, vol. III, p. 361 et 369. – Notre texte a été traduit de l'allemand par Mme Solveig Kahnt.

2 Les travaux suivants ont joué un rôle déterminant dans cette nouvelle approche: Harry R. KEDWARD, *Resistance in Vichy France. A Study of Ideas and Motivation in the Southern Zone 1940–1942*, Oxford 1978; Robert O. PAXTON, *Vichy France. Old Guard and New Order 1940–1944*, London 1972; Henry ROUSSEAU, *Le syndrome de Vichy*, Paris 1987.

matique à ces sources contemporaines pour traiter du travail des résistantes et des risques auxquels ces femmes exposèrent leur personne et leur vie.

L'intérêt des dossiers de justice<sup>3</sup> et de police est multiple. Tout comme les dossiers des procès menés auprès de divers tribunaux, les dossiers d'enquête de la police livrent non seulement des informations détaillées sur les activités des résistantes, mais renseignent également sur les risques encourus par ces femmes<sup>4</sup>. Du fait de leur caractère personnel, ces dossiers permettent notamment de sortir de l'ombre et de l'anonymat des femmes ayant œuvré pour la résistance civile. Ils présentent également un intérêt particulier lorsque les résistants ont payé de leur vie leur propre engagement et ne sont donc plus là pour témoigner.

### Les services de liaison – l'image traditionnelle de la femme comme camouflage

La mise en place de services de liaison est tout aussi indispensable aux activités de la résistance civile qu'à celles de la résistance militaire-armée: réseaux d'évasion, services sociaux et presse clandestine sont tout aussi dépendants des agents de liaison que les opérations militaires-armées et les services secrets britanniques. Seul moyen de contourner une multitude de restrictions et de contrôles (comme la surveillance des envois postaux et des communications téléphoniques, ou bien encore le partage de la France par une ligne de démarcation interdisant quasiment tout contact postal, téléphonique et télégraphique entre les zones occupée et non-occupée), les services de liaison permettent d'échapper à la répression. Face à la situation de la France au lendemain de la défaite de juin 1940, ces services devront être implantés à deux niveaux: à la fois en France, pour établir les structures de communication et de transport nécessaires aux échanges d'informations de chaque mouvement résistant, et par-delà les frontières métropolitaines – en vue d'assurer la liaison entre la résistance intérieure, la France libre du général de Gaulle, à Londres, et les services secrets britanniques.

- 3 L'accès aux fonds de la justice militaire française nous a été totalement interdit. Bien que les archives départementales de Lyon renvoient très clairement à un certain nombre de procédures de la 15<sup>e</sup> division militaire contre des membres de la Résistance, les demandes de dérogation y afférentes ont donné lieu à des réponses négatives de la part du ministère de la Défense. Sachant qu'en France, les juridictions d'exception n'ont été instaurées qu'à partir d'août 1941, il est particulièrement regrettable de n'avoir pas pu consulter les dossiers de la justice militaire française: jusqu'à cette date, ce sont en effet les tribunaux militaires français qui ont mené des procédures en zone non occupée contre les résistants et les résistantes.
- 4 Bien que ces tribunaux aient complètement dédaigné tous les principes de l'État de droit, leurs dossiers fournissent des renseignements détaillés sur les activités des anciens résistants – permettant par là-même de reconstituer les structures logistiques de la Résistance dans toute leur complexité. Dans ce contexte, sachant que les dossiers de police et de justice étudiés ont été rédigés par des plumes de l'appareil de répression français ou allemand, ils ne sauraient être analysés sans un soin particulier, ni sans un certain esprit critique, surtout par rapport à la question suivante: dans quelles conditions les déclarations ou aveux consignés ont-ils vu le jour? Du fait du style particulièrement froid et distancié de ces dossiers de police et de justice, il est très difficile d'estimer dans quelle mesure le chantage, les brutalités, la torture ou la terreur psychologique ont été mis en œuvre. Rares sont les dossiers contenant des sous-entendus renvoyant à l'usage de la torture. Cependant, il ne faut surtout pas en conclure qu'il n'a été fait usage ni de la torture, ni de brutalités ou de moyens de pression psychologique.

Pour fonctionner correctement, les services de liaison n'ont pas seulement besoin d'agents et d'agentes. Les secrétariats clandestins et les liaisons radio leur sont tout aussi indispensables – et nécessitent une logistique complexe, dans la mesure où il faut se procurer les locaux et les logements qui permettront de cacher leurs acteurs. Sur le terrain, les services de liaison ne se limitent pas à la transmission d'informations orales ou écrites: lorsqu'ils sont en mission, les agents transportent également des armes, des explosifs ou des sommes d'argent liquide pouvant atteindre le million de francs<sup>5</sup>. Pour réussir, il est capital de tout remettre en mains propres sans oublier de passer par plusieurs personnes et par plusieurs étapes – secrétariats, boîtes aux lettres clandestines et autres dépôts n'ayant, si possible, aucun contact les uns avec les autres. Dans la pratique, il n'est cependant pas toujours possible de se conformer au cas de figure idéal et bien souvent, c'est à une seule et même personne qu'il revient, par la force des choses, de réaliser plusieurs missions au cours d'un seul et même transport. Le strict partage des tâches n'est pas toujours réalisable, non plus: nombre de femmes exercent une double fonction d'agente de liaison et de secrétaire. C'est notamment le cas au sein des comités directeurs de la Résistance, indépendamment de leur appartenance politique au camp communiste ou gaulliste.

### Les agentes de liaison – épine dorsale de la communication et des transports clandestins

Les missions d'agente de liaison sont, de loin, le domaine d'activité le plus répandu parmi les femmes engagées dans la Résistance: 20,9% des résistantes occupent cette fonction<sup>6</sup>. Mais qui sont ces agentes et quelles conditions doivent-elles remplir?

L'une des conditions sine qua non du succès des services de liaison est que ni les agentes, ni leur entourage n'attirent l'attention. Or, les femmes ont l'avantage de passer inaperçues: ne pouvant être soupçonnées d'être des prisonniers de guerre évadés ou des réfractaires au Service du travail obligatoire, elles offrent peu de prise aux contrôles – qui peuvent tout aussi bien se dérouler (à titre d'exemple) dans les gares qu'à la sortie d'une séance de cinéma<sup>7</sup>. Par ailleurs, les femmes ne sont pas spécialement inquiétées le long de la ligne de démarcation, où elles sont simplement repoussées et non pas arrêtées »dans la mesure où les prisons n'ont aucune possibilité de recevoir des femmes«<sup>8</sup>. Toutefois, cela ne vaut que lorsqu'elles n'éveillent aucun soupçon et lorsque leur délit se résume à avoir voulu franchir illégalement la frontière. Lorsqu'une femme est surprise en compagnie de soldats alliés ou que du matériel de renseignement est découvert sur elle, elle ne bénéficie plus de cet avantage.

5 Archives départementales (AD) Rhône, 1035 W 9, dossier 9, f° 45.

6 Sauf indication contraire, toutes les données chiffrées reposent sur la banque de données établie dans le cadre de notre projet de thèse à l'université de Potsdam. Cette banque de données comprend 1 603 entrées relatives à des résistantes et à leurs activités au sein de la Résistance. Corinna VON LIST, *Frauen in der Résistance 1940–1944. »Der Kampf gegen die »Boches« hat begonnen!«*, Paderborn 2010. La traduction de cet ouvrage devrait également paraître en France.

7 Rapport rédigé le 4 juillet 1944 par le commissariat de police de la ville de Roubaix, AD Nord 1 W 1553, non folioté.

8 Tätigkeitsbericht des leitenden Feldpolizeidirektors, Bezirk C, 27.5.–11.6.1941, Centre historique des Archives nationales (CHAN) AJ 40/926, non folioté.

Les services de liaison recouvrent un champ très vaste et les agentes doivent répondre à des exigences élevées. On leur demande d'être polyvalentes, sans attaches familiales et prêtes à supporter de grandes privations. S'il n'est pas fait appel, dans la mesure du possible, à des femmes ayant des enfants à charge, c'est notamment à cause des risques de chantage qu'elles pourraient encourir au cas où leurs enfants tomberaient entre les mains de l'appareil de répression. Par ailleurs, il est capital que les agentes puissent avancer des explications plausibles pour justifier leurs nombreux déplacements et par là-même leurs nombreuses absences – et ce, non seulement en cas de contrôle policier, mais également en réponse aux questions des voisins ou de l'employeur. À la fatigue physique liée à une double vie ou à une existence entièrement clandestine s'ajoute une pression psychique considérable. À cet égard, la peur n'est pas seulement celle d'être découverte, mais également celle d'avoir un comportement susceptible de nuire à d'autres résistants. En matière de logement, également, les agentes de liaison ne doivent pas être de petites natures, comme le montre l'exemple d'Odette Samson: en novembre 1942, directement après avoir été débarquée d'un bateau de pêche à proximité de Cannes, l'agente britannique se retrouve dans un hôtel de passe de Marseille dont le propriétaire travaille – moyennant finance – avec la Résistance<sup>9</sup>.

Lorsque leurs missions les envoient en France, les femmes doivent emprunter des voies auxquelles elles ne sont pas forcément habituées: plusieurs d'entre elles iront même jusqu'à sauter en parachute, comme Andrée Borell, Lise de Baissac ou Phyllis Latour<sup>10</sup>. Toutefois, à la différence des hommes, les femmes ne sont parachutées que lorsqu'une équipe est prête à les accueillir: dans le cas d'Odette Sansom, le vol prévu pour la France est annulé en dernière minute parce que l'équipe de réception vient de se faire arrêter par les Allemands<sup>11</sup>. Pour arriver en France, une autre possibilité consiste à embarquer les femmes sur des felouques postées à Gibraltar en vue de les déposer sur les côtes françaises de la Méditerranée<sup>12</sup>. On recourt également à de petits monomoteurs (les avions Westland Lysander): après avoir atterri dans des contrées isolées, ces avions ne restent que quelques minutes, sans se faire remarquer, pour débarquer et embarquer leurs passagers ou leur matériel sur des terrains spécialement sélectionnés et momentanément jalonnés de signaux lumineux. Au bout de quelques minutes, ils redécollent en direction de la Grande-Bretagne.

Comme il ressort de nos descriptions, le profil exigé de ces femmes et les circonstances dans lesquelles elles travaillent contrastent fortement avec l'image traditionnelle de la femme idéalisée et instrumentalisée par la «Révolution nationale», qui la réduit à son rôle d'épouse et de mère. Ce cliché doit également beaucoup au raisonnement, ou plutôt aux préjugés, de nombreux hommes pensant que ni sur le plan physique, ni sur le plan psychique, les femmes ne sont à la hauteur d'un engagement dans la Résistance. Pourtant, la pratique montrera rapidement que les femmes sont tout à fait à même de supporter les contraintes d'un travail clandestin. Citons, à cet

9 Jarred TICKELL, *Odette. The Story of a British Agent*, Londres 1953, p. 168.

10 CHAN AJ 72/2009, sheets 2 et 18; Alya AGLAN, *Mémoires résistantes. Histoire du réseau Jade-Fitzroy (1940–1944)*, Paris 1994, p. 30.

11 TICKELL, *Odette* (voir n. 9), p. 127.

12 CHAN AJ 72/2009, sheet 42.

égard, l'exemple de Virginia Hall qu'une prothèse de la jambe n'empêchera nullement d'œuvrer très efficacement pour les services secrets britanniques et qui réussira, malgré ce handicap, à s'enfuir en Espagne en traversant les Pyrénées. Au cours de sa seconde mission en mars 1944, cette femme se verra même confier un poste d'opératrice radio<sup>13</sup>.

Bien souvent, la représentation traditionnelle de la féminité protège considérablement les femmes. N'éveillant a priori que très peu de soupçons, elles bénéficient d'un avantage dont elles savent se servir pendant leurs missions. Pour ne citer que trois exemples: elles transportent des missives secrètes dans leurs landaus, elles cachent des rapports destinés aux services secrets dans leurs paniers à provisions et elles prient les militaires de la Wehrmacht de les aider à porter des bagages trop lourds – alors qu'ils dissimulent, dans les faits, des émetteurs radio<sup>14</sup>. Pour se camoufler, les femmes ont encore d'autres atouts: l'élégance et la capacité à respirer le calme et l'assurance en toutes circonstances. Dans ce contexte, les résistantes communistes ont d'ailleurs particulièrement intérêt à adopter une allure féminine: pour écarter les soupçons, elles doivent impérativement échapper à l'image de la 'virago juive et bolchévique' véhiculée avant tout par la propagande allemande<sup>15</sup>.

Pendant leurs missions, les agents et agentes de liaison doivent composer avec les nombreuses restrictions de la vie quotidienne, tout en bravant les contrôles omniprésents des autorités françaises et allemandes – ce qui requiert souplesse et présence d'esprit. Le pays étant mal approvisionné, il est nécessaire de recourir au marché noir et à ses restaurants. Les voyages dans des trains bondés, qui ne sont pas chauffés en hiver, les salles d'attente exposées aux courants d'air et les hôtels douteux font également partie des contraintes à supporter.

À l'instar des qualités requises et des risques encourus, les activités quotidiennes d'une agente de liaison peuvent être très variées. À cet égard, il convient de distinguer deux groupes: les agent(e)s d'information, qui transmettent avant tout des renseignements et des documents, et les agent(e)s de transport, qui font passer des armes, des explosifs et des détonateurs, mais également des faux papiers, des émetteurs radio, des tickets de rationnement, des plombs d'imprimerie et d'importantes sommes d'argent liquide. Comptant parmi les agents de transport, Gabrielle Bloch fera passer 150 000 francs de Lyon à Marseille pour son mari<sup>16</sup>. L'argent liquide occupe une place centrale dans le travail de la Résistance et les montants transportés peuvent être considérables: lors de l'une de ses missions, l'agente du SOE Odette Sansom se verra remettre 50 000 francs d'argent liquide. Et pendant les seuls mois d'octobre et novembre 1942, Virginia Hall – qui a établi l'état major logistique du SOE dans la zone non-occupée – aura 676 000 francs entre les mains<sup>17</sup>.

13 Ibid., sheet 0; Gerald K. HAINES, Virginia Hall Goillot. Career Intelligence Officer, dans: *Prologue. Quarterly of the National Archives* 26/4 (1994), p. 254.

14 Marie-Thérèse LE CALVEZ, Une femme du réseau Shelburn. Histoire de Marie-Thérèse Le Calvez de Plouha en Bretagne, recueillie par Dominique-Martin Le Trividic, Les Sables d'Olonne 1979, p. 38. En français, l'orthographe »Shelburn« est plus courante que l'orthographe anglaise »Shelburne«.

15 Cécile OUZOULIAS-ROMAGON, J'étais agent de liaison des FTPF, Paris 1988, p. 36 sq.

16 AD Rhône, 1035 W 9, dossier 9, f° 45.

17 The National Archives (TNA) HS 9/647/4, [compte rendu] from Philomene, Barcelona, 4.12.1942, non folioté.

## Les missions des agentes de liaison au sein du Parti communiste français

En France, parmi les mouvements résistants travaillant clandestinement avec des agents (et surtout des agentes) de liaison, ce sont le PCF et les organisations proches qui sont les plus expérimentés et les mieux organisés et ce, précisément parce qu'ils ont été interdits dès septembre 1939 par le gouvernement français. L'ingéniosité et l'efficacité avec lesquelles les agents sont utilisés pour renforcer la sécurité du travail clandestin feront même l'objet d'éloges de la part des services secrets britanniques<sup>18</sup>.

Les communistes français sont les premiers à comprendre le potentiel qu'offrent les femmes dans cette fonction<sup>19</sup>. Les rapports des brigades spéciales de la préfecture de police de Paris, qui consacrent des chapitres entiers aux activités des agents communistes, témoignent du rôle essentiel que jouait un service de liaison bien rodé dans le travail de la Résistance<sup>20</sup>. Au cours de l'année 1941, dans presque tous les cas d'arrestations de femmes communistes, les incriminations de la police portent sur la transmission d'informations et de directives à des dirigeants du PCF<sup>21</sup>. Autre preuve de l'importance cruciale des agentes de liaison au sein du Parti: certaines d'entre elles sont rémunérées par le PCF afin de pouvoir vivre entièrement dans la clandestinité et d'être complètement à la disposition – ou presque – de la Résistance. À Paris, l'une de ces agentes, Yvonne Parlat, perçoit un salaire mensuel de 2 500 francs<sup>22</sup>.

Paris est la plaque tournante autour de laquelle s'organise la communication nationale, régionale et locale<sup>23</sup>. À la centrale parisienne du PCF, les agentes de liaison travaillent avant tout pour les dirigeants – qui seront victimes, en février et mars 1942, d'une vague d'arrestations lancée dans la capitale puis dans toute la France. André Pican et son agente de liaison Renée Michaud, Georges Politzer et sa femme Maï Politzer, Felix Cadras et Marie Vaillant-Couturier – qui œuvre non seulement comme agente de liaison pour Cadras, mais dirige également la section «Solidarité», c'est-à-dire le Secours populaire – en seront victimes<sup>24</sup>. En province, les dirigeants communistes recourent eux aussi à des agentes de liaison comme Léonie Vansteenkiste, qui maintient le lien entre la section lilloise du PCF et la centrale parisienne<sup>25</sup>.

C'est grâce à des documents – tels que des carnets d'adresses et des formulaires en blanc destinés à la fabrication de faux papiers – trouvés chez diverses personnes, dont l'agente de liaison en chef Danielle Casanova, que les brigades spéciales de la préfecture de Paris réussiront à porter un coup massif contre la tête du Parti<sup>26</sup>. Il s'ensuivra une réaction en chaîne qui entraînera plusieurs centaines d'arrestations, à Paris et en

18 Compte rendu du SOE, *The British Circuits in France*, TNA HS 6/469, f° 8.

19 Archives de la préfecture de police, Paris (APP) BS/BG 27, comptes rendus du 9.10.1943, du 16.10.1943, du 22.10.1943 et du 10.12.1943, non folioté.

20 Ibid.

21 APP BS/GB 28, compte rendu du 24.11.1941, non folioté.

22 Ibid., compte rendu du 18.4.1944, non folioté. Cette somme représentait l'équivalent du salaire moyen d'un ouvrier français.

23 Ibid., compte rendu du 25.3.1942, non folioté.

24 Ibid., compte rendu du 4.3.1942, non folioté.

25 Compte rendu de l'inspecteur principal de la 2<sup>e</sup> brigade régionale de police judiciaire en date du 15.7.1942, AD Nord 1 W 1346, non folioté.

26 APP BS/GB 28, compte rendu du 4.3.1942, non folioté.

province<sup>27</sup>. Ainsi, tant pour la personne concernée que pour l'ensemble de son organisation, il est extrêmement risqué de détenir des documents, ou même de simples notes. Toute personne chez laquelle la police trouve des informations écrites s'expose à de grands dangers, voire à la torture en cas d'arrestation – car l'appareil de répression se doute que les personnes concernées, hommes ou femmes, sont fort susceptibles d'en savoir bien plus que ne le révèlent les documents qui ont été trouvés chez elles<sup>28</sup>.

Pour le transport d'armes, le PCF est seul à faire intervenir uniquement des femmes. Face à l'augmentation sensible d'attentats et d'actes de sabotage contre des membres de la Wehrmacht, les Allemands commencent – au plus tard au début de l'année 1944 – à fouiller les femmes qu'ils arrêtent pour trouver les armes qu'elles pourraient cacher sur elles. Les services allemands ont donc fini par apprendre que les femmes se voyaient confier le transport d'armes à feu portatives<sup>29</sup>. Dans le cadre de cette fonction, elles se chargent notamment d'apporter des armes et des explosifs sur les lieux des opérations prévues par les groupes francs du PCF. Toutefois, cela ne signifie pas qu'elles sont directement impliquées dans les opérations armées telles que les attaques ou les attentats à l'explosif. Lorsqu'elles sont sur place, leur tâche consiste le plus souvent à surveiller les lieux pour protéger les groupes de combats<sup>30</sup>. Aujourd'hui, la position de Paula Schwartz, qui estime que les activités des résistantes communistes relèvent largement de la définition traditionnelle d'une résistance militaire-armée<sup>31</sup>, n'est plus défendable: les sources nous livrent une tout autre image.

### Virginia Hall ou le fondement logistique du SOE en France

Section spéciale des services secrets britanniques, le Special Operations Executive (SOE) voit le jour au cours de l'été 1940. Sa section française (French Section), qui est dirigée par le colonel Buckmaster, doit soutenir les activités des renseignements britanniques en France et apporter son aide à la Résistance<sup>32</sup>. Or, lorsque les services secrets britanniques envoient des agents en France, ils n'y ont pas plus de contacts sociaux que professionnels, ou ne peuvent plus y recourir pour des raisons de sécurité. Il est donc particulièrement important d'établir une base logistique qui leur fournisse des logements et des agents de liaison. Après avoir été déposé en France en juin 1943, le chef du réseau Farmer, Michel Trotobas, devra attendre sept mois avant de pouvoir s'acquitter de sa mission – à savoir le dynamitage ciblé d'un certain nombre de voies ferrées et d'installations sous haute tension dans la région de Lille. Jusqu'à ce qu'une certaine Madeleine Thirou (Mado) se déclare prête à le loger et à lui

27 Ibid., compte rendu du 25.3.1942, non folioté.

28 Ibid.

29 Bericht des Militärbefehlshabers in Frankreich, Abt. Ic/I Nr. 38/44, 21.1.1944, Bundesarchiv-Militärarchiv (BA-MA) RW 35/83, non folioté.

30 APP BS/BG 28, compte rendu du 10.1.1943, non folioté.

31 Paula SCHWARTZ, *Redefining Resistance. Women's Activism in Wartime France*, in: Margaret RANDOLPH HIGONNET (Ed.), *Behind the Lines. Gender and Two World Wars*, New Haven 1987, p. 143.

32 William MACKENZIE, *The Secret History of SOE. Special Operations Executive 1940–1945*, Londres 2000 (Reprint), p. 3–71.



prêter son café au centre-ville de Lille pour y tenir ses réunions clandestines<sup>33</sup>. Cet exemple montre bien que le travail des agents secrets – à commencer par une arrivée discrète en France – ne peut réussir qu’à la condition qu’une logistique clandestine ait été déployée. Dans ce cas précis, c’est à une femme que les services secrets britanniques doivent d’avoir réussi à faire fonctionner leur premier réseau en France: l’Américaine Virginia Hall.

Virginia Hall est originaire de Baltimore. Après avoir grandi dans une famille bourgeoise, elle étudie les sciences politiques à Paris et à Vienne, de 1926 à 1929. De retour aux États-Unis, elle entre au service du ministère des Affaires étrangères en 1931. Après avoir travaillé dans divers consulats américains établis en Europe, elle pose sa démission en mai 1939 – à la suite d’une mutation à Tallin qui ne lui plaît pas. Lorsque la Seconde Guerre mondiale éclate, elle est à Paris. Elle décide alors de se rendre à Londres pour travailler au service de l’attaché militaire de l’ambassade américaine. Au début de l’année 1941, elle propose ses services au SOE, en dépit d’une prothèse de la jambe inférieure qu’elle doit porter depuis 1931 à la suite d’un accident de chasse<sup>34</sup>. C’est donc moins pour sa condition physique que pour ses remarquables connaissances linguistiques qu’elle est recrutée. De langue maternelle américaine, parlant couramment le français, l’allemand et l’italien, elle a pu se familiariser avec la conjoncture et les mentalités européennes, tant pendant ses études que pendant ses missions au service des Affaires étrangères; en société, elle fait également preuve de beaucoup d’assurance<sup>35</sup>. Chose inhabituelle, elle est envoyée en France sous sa véritable identité – Miss Virginia Hall – lors de sa mission d’agent secret. En accord avec le SOE, elle a fait elle-même ses demandes de visa pour le Portugal, l’Espagne et la France<sup>36</sup>. Officiellement, auprès des autorités françaises, elle passe pour être une correspondante du «New York Post», pour lequel elle écrit effectivement des articles à intervalles réguliers. Toutefois, ses chroniques contiennent des informations codées à l’attention des services secrets britanniques, ce pour quoi elle a été spécialement formée avant d’entamer sa mission<sup>37</sup>. Son métier de journaliste est un camouflage parfait: il s’inscrit dans la logique de son parcours biographique et lui permet d’apporter des explications très plausibles à ses nombreux voyages, à ses absences pro-

33 CHAN AJ 72/2009, sheet 21. Madeleine Thirou et Michel Trotobas seront abattus le 28 novembre 1943 lors d’une descente de la Geheime Feldpolizei dans le café de Madeleine Thirou. Michel ROUSSEAU, Deux réseaux britanniques dans la région du Nord: le réseau Garrow-Pat O’Leary et le réseau Farmer, dans: *Revue d’histoire de la Deuxième Guerre mondiale et des conflits contemporains* 34 (1984), p. 104.

34 HAINES, Virginia Hall (voir n. 10), p. 250.

35 Pour les services secrets britanniques, il est capital que les femmes envoyées en mission à l’étranger maîtrisent pleinement, et si possible sans accent, la langue du pays et qu’elles aient une excellente connaissance de ses spécificités culturelles. Quasiment toutes les femmes que les services secrets envoient en France sont bilingues et parfaitement familiarisées avec la situation du pays, du moins pour ce qui est de la période d’avant-guerre, du fait de leur socialisation au sein de familles binationales, de séjours prolongés en France dans le cadre de leur scolarité, de leurs études ou de leur mariage. C’est essentiellement pour ces raisons que les services secrets s’adressent à elles et les envoient en mission. Voir les dossiers personnels des agentes envoyées en mission, TNA HS 9/1654; HS 9/647/4; HS 9/648/4; HS 9/298/6.

36 TNA HS 9/647/4, FB/FR/120 en date du 21.5.1941, non folioté.

37 Ibid.

longées et à ses horaires de travail irréguliers. Pour s'acquitter de ses missions d'agente, Virginia Hall disposait néanmoins d'une fausse identité sous le nom de Brigitte Lecontre. Les papiers d'identité nécessaires lui avaient été fournis par les services secrets britanniques<sup>38</sup>.

Sa mission débute à la fin du mois d'août 1941: installée à Lyon, elle commence à établir les quartiers généraux du SOE en zone non-occupée. Sur place, ses collaborateurs les plus proches sont le docteur Rousset ainsi que Germaine Guerin – grâce à laquelle elle a obtenu un appartement lyonnais; le SOE décrit Germaine Guerin avec les propos suivants:

»Germaine Guerin est une femme remarquablement efficace qui travaille accessoirement pour le marché noir et est copropriétaire d'une maison close. Cette femme a notamment un ami, un ingénieur français très connu qui occupe un poste élevé et peut voyager librement entre les deux zones. [...]. Germaine Guerin est décrite comme une femme fiable à 100%, qui travaille dur pour ce qu'elle appelle »la révolution contre l'occupant allemand«<sup>39</sup>.

De toute évidence, l'activité professionnelle douteuse de Germaine Guerin ne pré-occupe pas les services secrets britanniques. Seuls comptent son engagement, sa fiabilité et ses contacts étroits avec une personne qui peut voyager sans restriction sur le territoire français.

Début décembre 1941, Virginia Hall a déjà si bien développé son réseau lyonnais d'hébergements et d'agents de liaison que le SOE demande à Peter Churchill, qui s'apprête à entamer sa deuxième mission en étroite collaboration avec Odette Sansom, de se rendre directement à Lyon après avoir débarqué de son sous-marin dans les environs de Cannes. Peter Churchill doit descendre à l'hôtel de Verdun, qui se trouve juste à côté de la gare de Lyon-Perrache. Sa mission consiste à rencontrer personnellement Virginia Hall dans un autre hôtel ou à lui laisser un message codé: »J'aimerais vous voir pour avoir des nouvelles de Marie. Raoul«<sup>40</sup>. Pour qu'un agent secret reçoive un ordre de mission lui précisant le nom de différents hôtels et lui fournissant un message codé ainsi que le pseudo à utiliser pour sa prise de contact, il faut que la logistique en place fonctionne particulièrement bien; or, il semble que ce soit précisément cette logistique qui contribue, en grande partie, au succès de la mission de Peter Churchill. Il rentre sain et sauf en Grande-Bretagne en février 1942<sup>41</sup>.

Pendant toute la durée de sa mission en France, Virginia Hall sera l'interlocutrice privilégiée des services secrets britanniques. En contact avec huit réseaux (»circuits«, en anglais), elle sera la plaque tournante de leurs chefs et de leurs opérateurs radio (voir tableau), surtout lorsque les missions commenceront à se compliquer. Sa tâche consistera également à approvisionner les agents secrets britanniques en tickets de

38 Vincent NOUZILLE, *L'espionne. Virginia Hall, une Américaine dans la guerre*, Paris 2007, p. 117.

39 TNA HS 9/647/4, FB/FR/340 en date du 7.11.1941, non folioté. Traduit de l'anglais.

40 TNA HS 9/647/4, Instructions given to Raoul [P. Churchill] for contacting V. Hall, en date du 2.12.1941. Marie était le pseudo de Virginia Hall.

41 CHAN AJ 72/2009, sheet 17.

rationnement: disposant de moyens financiers a priori suffisants pour s'en procurer eux-mêmes sur le marché noir, ces agents doivent toutefois en être munis dès leur arrivée en France afin d'éviter de se rendre suspects en cas de contrôle. Ainsi, c'est grâce à Virginia Hall que l'agente anglaise Yvonne Rudellat recevra, à Lyon, dès son arrivée en France, les tickets de rationnement dont elle a besoin pour pouvoir passer inaperçue<sup>42</sup>.

Par la suite, Virginia Hall renforcera la base logistique du SOE en lui apportant de nouveaux logements et de nouvelles possibilités d'entreposage, tant dans le sud de la France (à Marseille et Avignon) qu'à Paris. Elle enrichira cette base de deux postes de transmission radio, à Paris et à Lyon, auxquels la Résistance recourra grandement<sup>43</sup>. Ce faisant, elle jettera les fondements indispensables à la mise en place de réseaux de sabotage, de structures d'aide à l'évasion et d'opérations clandestines aéroportées destinées à approvisionner la Résistance en armes, en explosifs et en argent liquide.

### Réseaux du SOE en contact avec Virginia Hall (1941–1942)<sup>44</sup>

Nom du réseau	Date du contact
Detective	septembre 1942
Juggler	juillet 1942
Marksmen	juillet 1942
Monkeypuzzle	juillet 1942
Scientist	mi-1942
Spruce	septembre 1941
Tinker	8 mai 1942
Ventriloquist	21 octobre 1941

Virginia Hall centralise les renseignements destinés à prendre le chemin de Londres pour être transmis aux services secrets britanniques – des renseignements sur le stationnement de troupes allemandes, par exemple, ou encore sur des objectifs stratégiques tels que des aéroports, des gares de triage ou des moulins à poudre allemands<sup>45</sup>. Alors que ces informations ne sont pas écrites de sa main, elle rédige elle-même, en coopération avec François Basin, un rapport sur la situation interne des mouvements résistants français en zone non-occupée. Ce rapport souligne notamment l'importance de la mise en place d'une liaison radio entre les services secrets britanniques de Londres et la Résistance de la zone sud<sup>46</sup>.

Comptant parmi les contacts personnels de Virginia Hall à Lyon, l'abbé Robert Alesch travaille depuis la fin de l'été 1940 comme indicateur pour l'Abwehr et s'est déjà infiltré dans plusieurs réseaux de la zone non-occupée, dont le Musée de l'Homme<sup>47</sup>. En août 1942, il rencontre Virginia Hall à Lyon, à trois reprises. Celle-ci finit

42 Stella KING, *Jacqueline, pioneer heroine of the resistance*, Londres 1989, p. 207.

43 TNA HS 9/647/4, Report by Virginia Hall, 18.1.1943, non folioté.

44 CHAN AJ 72/2009, passim.

45 TNA HS 9/647/4, Report by Virginia Hall, 18.1.1943, non folioté.

46 Ibid., *Historique des Groupes de Résistance*, en date du 2.2.1942, non folioté. Olive est le pseudo de François Basin. CHAN AJ/2009, sheet 52.

47 Oskar REILE, *Der deutsche Geheimdienst im II. Weltkrieg. Westfront, Augsburg* 1990, p. 76.

par trouver son comportement suspect car il lui demande de nommer des personnes qu'il pourrait contacter si elle était arrêtée – ce qui signifie qu'il cherche à se renseigner sur des personnes qui n'ont rien à voir avec sa mission<sup>48</sup>. Sur ce, Virginia Hall informe l'état-major des services secrets de Londres et coupe tout contact avec Robert Alesch.

Virginia Hall rend de tels services au SOE qu'elle est proposée pour l'attribution du CBE<sup>49</sup> le 19 octobre 1942, alors qu'elle est encore en mission en France. Les motifs justifiant cette décision sont les suivants:

»Inlassable, elle apporte une assistance et un soutien permanents à nos agents et allie de hautes qualités organisationnelles à une excellente compréhension de nos besoins. Elle est devenue un lien vital entre nous-mêmes et nombre de groupes opérant sur le terrain; nous ne saurions faire suffisamment l'éloge des services qu'elle nous rend<sup>50</sup>.«

Virginia Hall fuira la France le 8 novembre 1942, dans des conditions dignes de cette distinction. Alors qu'il importerait de faire vite, parce que son service de liaison est infiltré, elle parvient encore, le jour même de son départ de Lyon, à remettre à »Nicola« – qui sera désormais chargé de gérer les contacts à sa place – les 200 000 francs de liquide qu'il lui reste ainsi que des tampons et des formulaires en blanc<sup>51</sup>. Plutôt que de les détruire, ce qui aurait été le plus simple, elle a opté pour la solution la plus risquée: la remise en mains propres. De Perpignan, où un agent lui procure un passeur<sup>52</sup>, elle s'enfuit par les Pyrénées, entre Lavelanet et San Juan. Après avoir réussi une traversée qui se révèle être une grande épreuve physique du fait de son handicap, Virginia Hall et ses accompagnateurs sont arrêtés par la police espagnole<sup>53</sup>. Elle ne pourra informer le SOE du succès de sa fuite que le 4 décembre 1942<sup>54</sup>.

### Les secrétariats – du bureau classique à la penderie

Parmi les femmes qui exercent l'une des professions typiquement féminines du début du XX<sup>e</sup> siècle, les secrétaires sont particulièrement à même de mettre leurs connaissances au service de la Résistance. Pour accomplir un travail efficace, la secrétaire

48 TNA HS 9/647/4, Gloria. Captain Mair and I interrogated MARIE (Virginia Hall), 23.3.1943, non folioté.

49 CBE est l'abréviation de Commander of the Order of the British Empire (commandeur de l'ordre de l'Empire britannique).

50 TNA HS 9/647/4, Miss Virginia Hall, 19.10.1942, non folioté. Traduit de l'anglais.

51 TNA HS 9/647/4, [compte rendu] from Philomene, Barcelona, 4.12.1942, non folioté. Ce dossier ne révèle pas la véritable identité de l'homme utilisant le pseudo de »Nicola«. Dans l'original anglais, le prénom est orthographié tel quel. Il s'agit sans doute d'une erreur de frappe et du prénom français »Nicolas«.

52 Cet homme ne fera toutefois son travail que contre un honoraire de 55 000 francs que Virginia Hall se chargera de payer, pour elle-même et les trois autres hommes de son groupe. TNA HS 9/647/4, Report by Virginia Hall, 18.1.1943, non folioté.

53 TNA HS 9/647/4, Report by Virginia Hall, 18.1.1943, non folioté.

54 Ibid., [compte rendu] from Philomene, Barcelona, 4.12.1942, non folioté.

engagée dans la Résistance doit avoir les mêmes qualités qu'une secrétaire classique: elle doit notamment faire preuve de souplesse, de disponibilité constante et de discrétion. Cependant, ce type de travail ne correspond pas, du fait des risques et des incertitudes liés à un engagement dans la Résistance, à l'image que la société se fait de la femme – et encore moins à l'idéal de vie et d'éducation de la «jeune fille de bonne famille» défendu par les couches moyennes. Ainsi, parce qu'elles ont œuvré dans une profession alors dominée par les femmes, mais aussi parce qu'une bonne secrétaire se distingue précisément par sa discrétion, l'historiographie de la Résistance n'a pas gratifié, à ce jour, les secrétaires clandestines de la reconnaissance qu'elles mériteraient pour les performances et l'engagement qui furent les leurs et pour les risques qu'elles coururent. Voilà la raison pour laquelle nous nous proposons de consacrer, en nous appuyant sur quelques exemples choisis, toute une partie de ce chapitre au domaine du secrétariat.

Tout comme dans la vie normale, les secrétariats clandestins sont des centres d'information et de coordination qui exécutent des travaux de rédaction, organisent des rendez-vous et assurent le traitement du courrier. De par leur profession, les secrétaires savent taper à la machine, réaliser des doubles au carbone et tirer des stencils. Mais par-delà ces connaissances professionnelles, les secrétaires exercent également un métier qui leur permet de camoufler aisément un engagement dans la Résistance – comme le souligne le ministère de l'intérieur français le 24 mars 1941 dans une circulaire à l'attention des préfets: »Les sténodactylos n'attirent pas l'attention sur elles lorsqu'elles polycopient des tracts sur la machine ou lorsqu'elles achètent du [papier] pour les fabriquer et les imprimer«<sup>55</sup>.

Sur le plan logistique, les secrétariats clandestins ont une mission plus vaste et plus complexe que les secrétariats classiques. Les locaux dont ils disposent sont peu conventionnels et exigent de fortes qualités d'improvisation: installés au domicile privé des secrétaires, la plupart du temps, ils couvrent un large éventail allant du bureau classique comme dans le cas du secrétariat de Jeanne Sivadon (directrice de l'École des surintendantes d'usine) à la penderie de Cécile Tanguy – en passant par la boutique de lingerie du mouvement Franc-Tireur à Lyon. Pour transmettre des informations telles que le lieu et l'heure de rendez-vous clandestins ou pour faire parvenir les rapports de leur organisation aux services secrets, les secrétaires devraient recourir à des agents de liaison. Mais dans de nombreux cas, c'est à elles qu'il revient d'exécuter les courses. Afin de décentraliser la transmission d'informations et de mieux protéger ces femmes, amis, cafés et boutiques servent de boîtes aux lettres clandestines. On y dépose des messages, des documents, mais aussi des billets de train et des faux papiers.

Cherchant à protéger leur organisation et à en renforcer la sécurité, les secrétariats clandestins louent également des chambres, pour y cacher des résistants, ou des locaux pour y déposer des documents, des machines à imprimer, des journaux clandestins et des denrées alimentaires. À cela s'ajoute le règlement des factures de gaz et d'électricité, qui se succèdent à intervalles réguliers. Demandant nécessairement de

55 Bundesarchiv Berlin (BA-Bln) R 58/3269b, f° 345. Cette citation a été traduite vers le français à partir de la traduction allemande de la circulaire: l'original ne se trouvait pas dans les archives.

fournir des coordonnées personnelles, ce type d'activités est à haut risque. Et l'entreprise est encore plus dangereuse lorsqu'en dépit du recours pourtant courant aux faux papiers, la situation exige de révéler son identité véritable. C'est précisément la location de bureaux et d'appartements qui sera fatale à Jacqueline d'Alincourt<sup>56</sup>.

### Jacqueline d'Alincourt – secrétariat du BOA à Paris

Membre du secrétariat général du Bureau des opérations aériennes (BOA)<sup>57</sup>, Jacqueline d'Alincourt est en contact direct avec Daniel Cordier<sup>58</sup>. Elle compte donc parmi les hauts dirigeants de la Résistance et participe activement à la préparation de la réunion du Conseil national de la Résistance (CNR) à Paris en mai 1943. C'est dans le cadre de ce même CNR que Jean Moulin parviendra à unifier les mouvements de résistance aux tendances politiques très divergentes des zones occupée et non-occupée. Or, pour assurer la réussite de cette réunion, il faut procurer des logements clandestins aux représentants des différents groupes qui s'apprêtent à venir à Paris. L'entreprise est couronnée de succès, puisque le CNR peut se constituer sans incident le 27 mai 1943, rue du Four à Paris. Mais l'appareil de répression allemand ne tarde pas à avoir vent de ces activités, ce qui donnera lieu à une vague d'arrestations dont Jacqueline d'Alincourt sera elle aussi victime. Elle se fait arrêter par la Sipo/SD le 24 septembre 1943, rue de Grenelle à Paris<sup>59</sup>. Lors de ses interrogatoires, elle subit de graves violences psychologiques – on menace de la fusiller et de faire subir des représailles à sa famille, tout en la laissant les mains menottées derrière le dos pendant plusieurs jours<sup>60</sup>. Il est donc permis de supposer que la Sipo/SD est au courant, du moins partiellement, de son rôle central dans la Résistance. En effet, Jacqueline d'Alincourt ne s'est pas bornée à louer des locaux, mais s'est également chargée du codage et du décodage des messages du BOA à l'attention du BCRA de Londres. De plus, l'appartement de la rue de Grenelle a servi de cachette à des agents britanniques et à divers membres de la Résistance. Une semaine après son arrestation, elle est transférée à la prison de Fresnes, dans la banlieue sud de Paris, où elle restera jusqu'à sa déportation à Ravensbrück en mars 1944. Elle regagnera la France à l'été 1945.

56 Claude BOUCHINET-SERREULLES, *Nous étions faits pour être libres. La Résistance avec de Gaulle et Jean Moulin*, Paris 2000, p. 331. Claude Bouchinet-Serreulles succède à Jean Moulin à la tête du CNR après l'arrestation de ce dernier le 21 juin 1943 à Caluire.

57 Jacqueline PÉRY D'ALINCOURT, témoignage de Jacqueline Péry d'Alincourt, in: Évelyne MORIN-ROTUREAU (dir.), *Combats de femmes. 1939–1945*. Paris 2001, p. 158. Depuis l'automne 1942, le BOA est en contact avec les services secrets de la France libre établis à Londres, le Bureau central de renseignements et d'action (BCRA). Il coordonne des parachutages de même que le débarquement et l'embarquement par avion de dirigeants de la Résistance.

58 Daniel Cordier est le secrétaire de Jean Moulin d'août 1942 à l'arrestation de ce dernier (voir n. 56).

59 Musée de la Résistance et de la Déportation, Besançon (MRDB) fonds Germaine Tillion, dossier individuel Jacqueline d'Alincourt, non folioté.

60 Témoignage de Jacqueline Péry d'Alincourt. Version uniquement disponible sur Internet. [Http://larochebrochard.free.fr/perydalincourt.htm](http://larochebrochard.free.fr/perydalincourt.htm) (consulté le 26.7.2008).

## Micheline Eude-Altman et France Pégot – le secrétariat du mouvement Franc-Tireur à Lyon

À la demande de Jean-Pierre Lévy, fondateur du mouvement Franc-Tireur, Micheline Eude-Altman assume la direction de son secrétariat clandestin au printemps 1942; elle n'a alors que 19 ans. Selon les tâches, ce secrétariat se répartit entre la boutique de lingerie de France Pégot et l'appartement de cette dernière – qui est situé à proximité, sur la place des Jacobins au centre-ville de Lyon. Grâce aux activités commerciales de la boutique, les allées et venues constantes des agents de liaison et des membres du mouvement n'attirent pas spécialement l'attention. Même Jean-Pierre Lévy se rend régulièrement à son secrétariat.

Micheline Eude-Altman est chargée de dactylographier des tracts et journaux clandestins et de s'occuper du courrier, ce qui équivaut donc à du secrétariat classique. Mais la partie la plus importante de son travail consiste à coordonner des rendez-vous et des lieux de rencontre secrets, ainsi qu'à faire parvenir elle-même ces informations aux différents membres du mouvement. Pour ce faire, elle dépose des messages dans les boîtes aux lettres clandestines installées à cet effet dans toute l'agglomération lyonnaise<sup>61</sup>. Ce qui lui permet d'éviter les contacts directs et réduit le cercle de personnes qui la connaissent personnellement. Un dispositif de cloisonnement efficace qui, à l'automne 1942, va se révéler salvateur pour les dirigeants du mouvement.

Par un concours de circonstances malheureuses, la police française découvre chez un des distributeurs du journal clandestin »Franc-Tireur« le récépissé d'un colis portant l'adresse de l'appartement de France Pégot. Le 24 octobre 1942, la police y fait une descente et procède à une perquisition<sup>62</sup>. Ses hommes sont encore sur place quand Jean-Pierre Lévy arrive sans se douter de rien. Pour sauver la situation qui les met tous en péril, France Pégot se fait aussitôt passer pour la maîtresse de Jean-Pierre Lévy, auquel elle aurait caché son engagement dans la Résistance. Entre-temps, Micheline Eude-Altman parvient à faire disparaître des documents compromettants avec lesquels Jean-Pierre Lévy vient d'arriver<sup>63</sup>. Tous les trois sont arrêtés et emmenés au commissariat de police compétent. Tandis que les soupçons pesant sur Jean-Pierre Lévy peuvent être dissipés grâce à la présence d'esprit et au courage de Micheline Eude-Altman et de France Pégot<sup>64</sup>, les deux femmes sont retenues en détention et condamnées à respectivement deux et quatre semaines de prison pour »menées anti-nationales«. N'ayant pas hésité à avouer à la police qu'elles ont distribué des journaux clandestins, elles sont parvenues à détourner l'attention de leur rôle véritable au niveau de la base logistique du mouvement Franc-Tireur. Pour ce qui est de Micheline Eude-Altman, à peine âgée de 19 ans au moment de son arrestation et issue d'une bonne famille, Bertly Albrecht écrira au procureur de la République et exigera une mise en liberté anticipée en faisant valoir que la détention est moralement inadmis-

61 Micheline EUDE-ALTMAN, *Franc-Tireur. Témoignage de Micheline Eude-Altman*, dans: Évelyne MORIN-ROTUREAU (dir.), *Combats de femmes. 1939–1945*. Paris 2001, p. 126.

62 Jean-Pierre LÉVY, *Mémoires d'un franc-tireur. Itinéraire d'un résistant (1940–1944)*. Avec la collaboration de Dominique VEILLON, Paris 1998, p. 84.

63 Ibid., p. 86.

64 Jean-Pierre Lévy sera arrêté à Paris le 16.10.1943. Ibid., p. 119.

sible pour une si jeune fille ›de bonne famille‹. À la mi-novembre, le procureur accèdera à cette requête<sup>65</sup>. Pour des raisons de sécurité, Micheline Eude-Altman devra alors quitter Lyon; elle n’y reprendra ses activités de résistante qu’en juillet 1943, dans une nouvelle fonction, lorsqu’elle travaillera pour le service social des Mouvements unis de la Résistance<sup>66</sup>.

Après l’arrestation de Micheline Eude-Altman, le secrétariat est repris en décembre 1942 par Madeleine Rimbaud et Cécile Herrmann, qui en assureront le fonctionnement jusqu’en mai 1943<sup>67</sup>.

### Cécile Tanguy – le secrétariat des FTP à Paris

De juillet 1941 jusqu’à la libération de Paris, Cécile Tanguy s’occupe du secrétariat de son mari; une période pendant laquelle elle est aussi son agent de liaison. Depuis le milieu des années 1930, Henri Tanguy est membre actif du Parti communiste français et secrétaire du syndicat de la métallurgie à Paris. Pendant la guerre civile espagnole, il a fait partie des brigades internationales<sup>68</sup>. Une position politique qui lui fait courir de grands risques et l’oblige à entrer dans la clandestinité en octobre 1940. À partir de ce moment-là, son épouse Cécile sera son agent de liaison et maintiendra les contacts avec lui, avant d’assumer, en juillet 1941, son secrétariat. Au mois de mai de la même année, c’est-à-dire peu de temps auparavant, leur fille Hélène voit le jour: Cécile loge tout d’abord avec elle dans l’appartement de sa belle-mère. Le premier secrétariat est installé dans une chambre de bonne située au-dessus de cet appartement. Pour des raisons de sécurité, Cécile déménage en novembre à la rue d’Abbé Groult dans le XV<sup>e</sup> arrondissement, où elle vit avec sa mère et sa fille de six mois. Si le fait d’emménager avec sa mère a l’avantage d’assurer la garde du bébé, il permet en outre d’éveiller moins de soupçons, à l’extérieur, qu’une jeune mère habitant seule avec son enfant. Étant donné que son mari vit dans la clandestinité, il leur est impossible de mener une vie conjugale normale et les deux époux doivent se contenter de diverses cachettes pour se retrouver.

Dans les faits, le ›secrétariat‹ de Cécile Tanguy se limite à une machine à écrire installée dans la penderie, machine sur laquelle elle tape les rapports de son mari relatifs à l’Organisation secrète, précurseur des Francs-tireurs et partisans (FTP). Malgré cet équipement de fortune, ce secrétariat deviendra la plaque tournante de l’organisation des FTP à Paris. »Je [Cécile Tanguy] faisais mes textes dans la penderie, toujours assise sur un petit banc, la machine sur une chaise, les vêtements atténuant le bruit de la frappe«<sup>69</sup>.

Elle s’occupe elle-même de transmettre les rapports. Le landau du bébé sert de moyen de transport, non seulement pour les journaux clandestins et les documents,

65 Micheline EUDE-ALTMAN, *Franc-Tireur* (voir n. 61), p. 128 sq. La lettre de Bertie Albrecht à l’attention du parquet est imprimée sur ces pages.

66 *Ibid.*, p. 131.

67 Dominique VEILLON, *Le Franc-Tireur. Un journal clandestin, un mouvement de Résistance 1940–1944*, Paris 1977, p. 125 sq.

68 Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, vol. XLII (1992), p. 29 sq.

69 Roger BOUDERON, *Rol-Tanguy*. Préface de Christine LEVISSÉ-TOUZÉ, Paris 2004, p. 189.



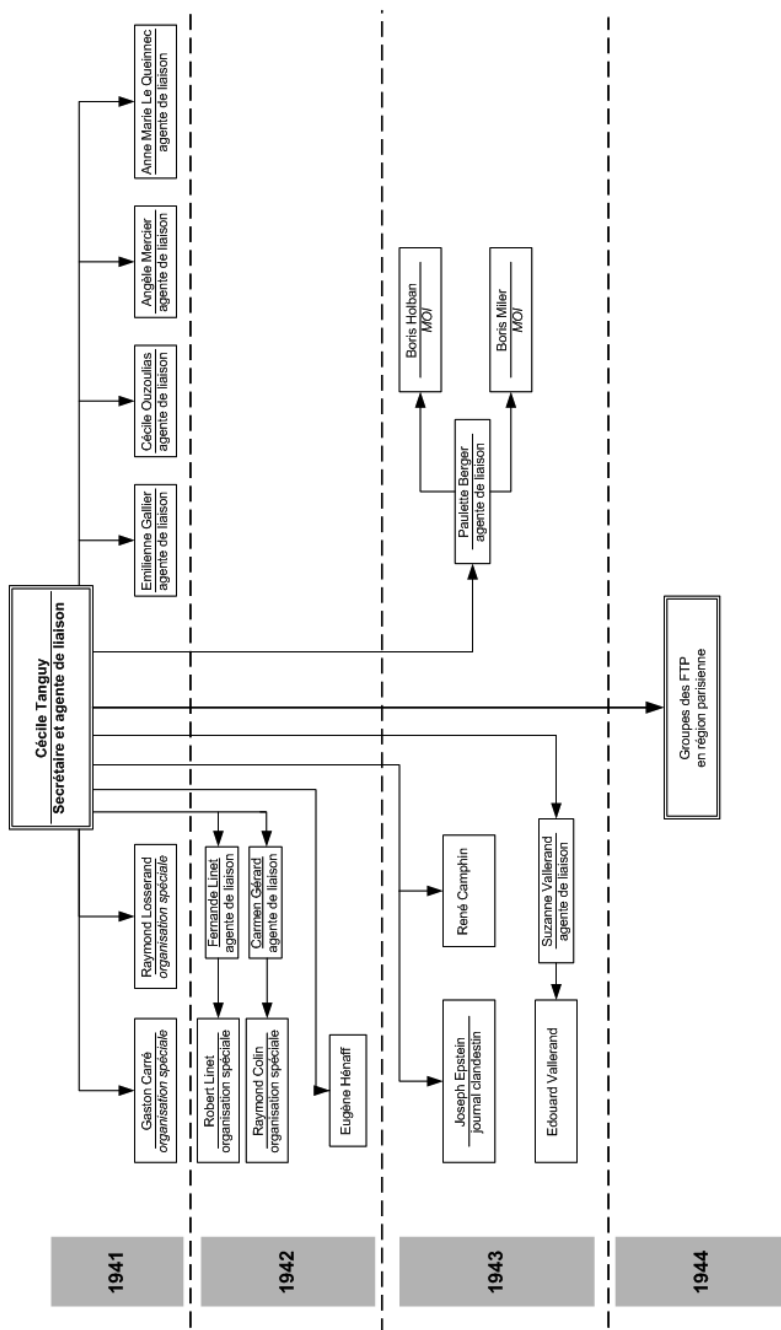
mais aussi pour les armes et les munitions. Cécile Tanguy exerce cette double fonction jusqu'en 1944, même lorsque son mari doit quitter Paris pour des raisons de sécurité à l'automne 1942 et qu'elle le suit à Quinçay, en Anjou. De là, elle maintient les contacts avec la tête des FTP à Paris. En mai 1943, tous deux rentrent à Paris. Dès lors, Cécile Tanguy se chargera également de dactylographier les tracts du Franc-Tireur parisien. Joseph Epstein étant responsable de l'impression et de la diffusion, elle assurera personnellement la liaison avec lui<sup>70</sup>. Après un bref congé qu'elle s'accorde à l'occasion de la naissance de son deuxième enfant en novembre 1943, elle reprend son action clandestine. Avec le nombre sans cesse croissant d'attentats et d'actes de sabotage des FTP, Cécile Tanguy est de plus en plus fréquemment chargée de transmettre des consignes aux différents groupes des FTP. L'organigramme<sup>71</sup> (voir page suivante) illustre ses principaux contacts en tant que secrétaire et agente de liaison de son mari.

Il montre le nombre de personnes avec lesquelles une secrétaire pouvait être en relation du temps de la Résistance, et montre qu'il n'était pas toujours possible de faire intervenir des agents ou agentes de liaison. Bien que Cécile Tanguy ait occupé pendant plus de quatre ans une position éminente et qu'elle ait centralisé les échanges d'informations des FTP en région parisienne, elle n'a jamais été repérée par la police. Et ce, bien que son mari, qui vivait dans la clandestinité, ait été recherché par cette même police. Si elle avait été arrêtée, ses enfants auraient pu être utilisés comme moyen de pression à son égard. Car ses connaissances sur l'organisation des FTP et sur ses responsables auraient vivement intéressé l'appareil de répression.

70 Ibid., p. 222 et 227.

71 Les informations contenues dans cet organigramme reposent sur la biographie de BOURDERON, Rol-Tanguy (voir n. 69), qui accorde une large place au rôle de Cécile Tanguy.

## Contacts du secrétariat de Cécile Tanguy (1941-1944)



## Laure Diebold – directrice du secrétariat de Jean Moulin à Lyon

À partir de l'été 1942, Jean Moulin dispose à Lyon, c'est-à-dire dans la zone non-occupée, d'un secrétariat clandestin<sup>72</sup> dirigé par Laure Diebold. Un poste dans lequel elle exerce une double fonction: celle d'agente de liaison et celle de secrétaire. Son travail de secrétaire consiste essentiellement à coder et décoder les documents et messages radio échangés avec Londres. Elle partage la responsabilité de cette importante mission avec Daniel Cordier<sup>73</sup>.

Secrétaire de formation, Laure Diebold a une grande expérience de l'action clandestine, qu'elle commence par acquérir en Alsace en aidant des personnes à s'évader. Ce qui lui vaut d'être repérée par l'appareil de répression allemand et l'oblige à s'enfuir à Lyon en décembre 1941. Là, elle travaille tout d'abord pour le Service des réfugiés d'Alsace-Lorraine. À partir de mai 1942, elle rejoint avec son mari le réseau de renseignements Mithridate. Tous deux sont arrêtés en juillet 1942, mais relâchés faute de preuves. Suite à quoi Laure Diebold entre dans la clandestinité sous une fausse identité. Les contacts avec la Résistance ne sont pas pour autant rompus et, comme Laure Diebold dispose de toutes les qualifications nécessaires pour servir des organisations clandestines, elle assume la direction du secrétariat de Jean Moulin à Lyon. La rencontre entre Daniel Cordier et Laure Diebold se fait par l'intermédiaire de Marguerite Moret, qui travaille comme elle pour le Service des réfugiés d'Alsace-Lorraine. Étant donné que Marguerite Moret est arrêtée par la Sipo/SD le 30 janvier 1943, on peut supposer que cette organisation ne poursuivait pas exclusivement des objectifs caritatifs, mais qu'il s'agissait également d'un lieu de résistance lyonnais et qu'elle servait de couverture aux activités de la Résistance lyonnaise. Une hypothèse confortée par le fait que Mme Moret est »arrêtée pour suspicion d'intelligence avec l'ennemi et de haute trahison et placée sous mandat d'arrêt«<sup>74</sup>. Il semblerait donc que le dispositif de cloisonnement au sein du Service des réfugiés d'Alsace-Lorraine ait bien fonctionné. Car même si le contact entre Laure Diebold et Daniel Cordier s'est fait grâce à Mme Moret, la Sipo/SD n'a jamais eu vent des activités de Laure Diebold, ni du secrétariat de Jean Moulin à Lyon.

Ce bureau ayant une organisation professionnelle, il compte également d'autres secrétaires. L'une d'entre elles est Hélène Verney. Elle est chargée de dactylographier les rapports de Jean Moulin, qui sont ensuite codés et expédiés par courrier au général de Gaulle à Londres. Par ailleurs, des documents importants sont cachés chez la

72 BOUCHINET-SERREULLES, Nous étions faits (voir n. 53), p. 330. La mise en place d'un secrétariat clandestin dans la zone occupée ne réussira qu'en avril 1943.

73 Jean-Pierre AZÉMA, Jean Moulin. Le politique, le rebelle, le résistant, Paris 2003, p. 285.

74 Bien que cette affaire soit à l'origine de nombreux échanges épistolaires de haut niveau diplomatique entre le général allemand de liaison à Vichy (Deutscher General des Oberbefehlshabers West in Vichy) et le secrétariat d'État près le chef du gouvernement dirigé par le vice-amiral François Platon, et bien que ces échanges nous informent qu'une procédure a été engagée contre Marguerite Moret devant le tribunal du Peuple (f° 65), nous n'avons pu trouver aucune information sur ce que cette femme est devenue à la suite de son arrestation. Ni les dossiers du tribunal du Peuple conservés à Paris, ni les fonds susceptibles de la concerner au sein des Archives fédérales de Berlin ne fournissent d'éléments à même d'apporter un éclairage. BA-BLN R 70 Frankreich/16, f° 57-58 et 61-65; CHAN AJ/40/1500-1511; BA-BLN R 3016, R 3017.

famille Verney à Trévoux (département de l'Ain), documents que le père d'Hélène prend la précaution de détruire après l'arrestation de Jean Moulin le 21 juin 1943 à Caluire. Comme bon nombre de femmes, Hélène Verney a tendance à minimiser son rôle quand elle déclare après la Libération: »[...] mon rôle se bornant à dactylographier des rapports qu'on expédiait à Londres«<sup>75</sup>. Une modestie sans mesure avec les risques encourus, car en cas d'arrestation, les femmes risquaient la torture, la déportation et la mort. Même si Hélène Verney ne voit que rarement Jean Moulin, et même si, d'après ses propres dires, elle ignore tout de sa véritable identité et de sa position, le simple fait de connaître l'existence de ce secrétariat clandestin représente un danger. Or, elle ne connaît pas seulement le secrétariat et ses autres collaborateurs, dont Laure Diebold, mais elle est aussi informée de la teneur des rapports expédiés à Londres. De plus, il est fort probable qu'elle connaisse une partie des agents et agentes de liaison qui assurent la transmission des documents.

En tant qu'agente de liaison, Laure Diebold est également chargée des communications entre le secrétariat de Lyon et son antenne parisienne. À la suite de l'arrestation de Jean Moulin à Caluire le 21 juin 1943, elle se réfugie à Paris, où elle poursuit ses activités au service de Claude Bouchinet-Serreulles. Son nouveau lieu de travail se situe rue de la Pompe dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement, qui abrite le secrétariat de Jean Moulin en zone occupée depuis avril 1943<sup>76</sup>. Le 23 septembre 1943, elle y est arrêtée par la Sipo/SD. Mais, tout comme Jacqueline d'Alincourt qui appartient également à l'entourage direct de Jean Moulin et du CNR à Paris, elle réussit à détourner les soupçons de son rôle véritable parmi les hauts dirigeants de la Résistance. Elle affirme avoir simplement servi de boîte aux lettres. Une ligne de défense qui lui épargne la torture, mais pas la déportation à Auschwitz et à Ravensbrück; elle ne pourra regagner la France qu'à l'été 1945, dans un état de santé très altéré<sup>77</sup>. Elle sera l'une des six femmes décorées de la croix de la Libération, le deuxième ordre national que la France décernait après la Légion d'honneur<sup>78</sup>.

En utilisant systématiquement des boîtes aux lettres et des secrétariats clandestins, les mouvements et réseaux résistants recourent à un moyen de communication indispensable pour relier leurs filières d'information. De plus, ils travaillent avec des secrétaires et des agentes de liaison qui apportent une contribution décisive au cloisonnement et à la protection des hauts dirigeants de la Résistance. Voilà qui a considérablement entravé – de leur propre aveu – le travail de l'Abwehr et de la Sipo/SD, comme le montre l'exemple de Jeanne Sivadon et Denise Lauvergnat, qui œuvrent pour le mouvement de résistance Combat-Nord:

»Pour illustrer les difficultés de l'instruction, il est intéressant de signaler, à titre d'exemple, qu'un rendez-vous entre Morel et Guédon se déroulait comme suit:

75 AD Ain 180 W 590, non folioté.

76 BOUCHINET-SERREULLES, Nous étions faits (voir n. 53), p. 330.

77 Site internet de l'ordre de la Libération, [http://www.ordredelaliberation.fr/fr\\_compagnon/287.html](http://www.ordredelaliberation.fr/fr_compagnon/287.html), consulté le 28.12.2008.

78 Créée à la fin de l'année 1940 par Charles de Gaulle, la croix de la Libération a été décernée à 1 038 reprises. En sus de Laure Diebold, les femmes décorées de cet ordre furent Berty Albrecht, Émilienne Moreau-Evrard, Marie Hackin, Marcelle Henry et Simone Michel-Lévy. Site internet <http://www.ordredelaliberation.fr>, consulté le 28.12.2008.

il recevait d'une certaine [...] Madame Sivadon une invitation à se rendre chez elle. De l'appartement de Sivadon, Morel était emmené à l'appartement d'une [...] Madame Lauvergnat, où se tenait finalement l'entrevue avec Guédon.<sup>79</sup>

L'Abwehr, la Sipo/SD et les autorités de police françaises sont donc particulièrement désireuses d'introduire des informateurs dans les organisations résistantes. Ainsi, l'Abwehr réussit à glisser un indicateur dans le milieu du secrétariat central de Combat-Nord – secrétariat que dirige Jeanne Sivadon. À l'aide de cet homme, la quasi-totalité du mouvement pourra être démantelée. Et comme le montrera l'acte d'accusation du procureur général du Reich près le tribunal du Peuple, ce secrétariat est le véritable levier de commande du mouvement, coordonnant absolument tous ses domaines d'action – de la fabrication et de la distribution des journaux clandestins à la mise en place d'une branche armée, en passant par l'établissement d'une liaison avec le général de Gaulle à Londres<sup>80</sup>. Le 12.10.1943, Jeanne Sivadon sera condamnée à mort par le tribunal du Peuple pour intelligence avec l'ennemi. Par mesure de clémence, la sentence sera commuée en peine de réclusion à perpétuité, ce qui ne l'empêchera pas d'être assortie d'une déportation à Ravensbrück. Jeanne Sivadon en sortira en 1945 pour regagner la France<sup>81</sup>. À la tête d'un autre secrétariat parisien de Combat-Nord, Simone Dolié sera victime de la vague d'arrestations et sera, elle aussi, condamnée à mort par le tribunal du commandant de Gross-Paris. Comme dans le cas de la plupart des femmes, ce jugement ne sera pas mis à exécution et sera également commué en peine de réclusion à perpétuité. Simone Dolié survivra à son engagement dans la Résistance et échappera à la déportation en camp de concentration<sup>82</sup>. Il n'empêche que 11,3% des secrétaires ont dû payer de leur vie leur rôle de bouclier<sup>83</sup>.

### L'espace privé – véritable b. a.-ba logistique du travail clandestin

Condition sine qua non de la réussite du travail clandestin, l'espace privé est d'autant plus incontournable qu'il n'éveille pas de prime abord les soupçons des autorités – à la différence des gares, des hôtels, des restaurants et des cafés qui font l'objet de contrôles réguliers. L'espace privé sert à loger les acteurs de la Résistance, à entreposer des armes et des explosifs, à dissimuler la presse clandestine, à accueillir des réunions secrètes et à fabriquer des faux papiers. C'est ainsi que des caves se transforment en imprimeries, des salles de séjour en salles de réunion, des cuisines en ateliers de reliure et des greniers en station radio. Sans recours à l'espace privé, même les services secrets ne sauraient venir à bout de leurs missions et ce, en dépit de leur professionnalisme et de leurs ressources, tant matérielles que financières. Or, si les agents britanniques se voient offrir des hébergements, c'est à des femmes qu'ils le doivent dans plus de la moitié des cas<sup>84</sup>. Lorsque cela est possible, ces logements doivent non seulement

79 CHAN AJ 40/1500 Affaire Porto, f° 11.

80 Acte d'accusation déposé par le procureur général du Reich près le tribunal du Peuple, AZ 1 J 1041/42g, CHAN AJ 40/1521, non folioté.

81 MRDB fonds La Martinière, série 3, 335/55/5, non folioté.

82 CHAN AJ 40/1500 Affaire Porto, f° 6.

83 Voir n. 7.

84 Dossier Région R6, Rapports, Activity Report of Virginia Hall en date du 20.9.1944, CHAN 72/1941, non folioté.

passer inaperçus, mais également remplir des critères de sécurité propres au travail clandestin: avoir deux sorties, par exemple, ou encore offrir la possibilité d'observer les alentours sans se faire remarquer.

L'espace privé joue un rôle essentiel dans les parachutages sur le territoire français – avec une prédilection pour les fermes isolées comme l'exploitation de Thérèse Nolle à Luzillé, dans le département d'Indre-et-Loire. Cette propriété ne sert d'ailleurs pas seulement aux parachutages, mais également à l'évacuation d'agents britanniques et de hauts dirigeants de la Résistance à bord de petits avions mono- ou bimoteurs en direction de la Grande-Bretagne<sup>85</sup>. En matière de terrains, l'un des principaux critères de sélection réside dans les possibilités d'entreposage offertes pour dissimuler non seulement le matériel parachuté (munitions, mitraillettes, explosifs et détonateurs), mais également les containers et leurs parachutes. C'est d'ailleurs ce que confirme très explicitement une consigne du commandement suprême de la Wehrmacht en date du 26.7.1943, précisant que «des armes et des munitions sont fréquemment cachées dans l'entourage des agents appréhendés»<sup>86</sup>. L'importance de ces cachettes est également soulignée par les enquêtes systématiques que lancent la police française et la Sipo/SD à chaque fois qu'elles découvrent un container, même vide<sup>87</sup>.

Sur le plan de la sécurité, les locaux prêtés par des femmes présentent un avantage considérable: moins présentes que les hommes sur la scène politique publique, les femmes attirent d'autant moins l'attention des autorités d'occupation qu'elles ne sauraient être soupçonnées, à l'instar des officiers, d'être des membres de l'armée française. Ce critère est particulièrement important pour le SOE lorsqu'il s'agit de procurer des logements sûrs aux agents qu'il envoie en France<sup>88</sup>. De plus, il est fréquent que les femmes n'offrent pas seulement le logis, mais également le couvert, relevant par là-même un véritable défi face à la pénurie ambiante et aux nombreuses restrictions de la vie quotidienne. Avantage supplémentaire: en faisant des provisions pour plusieurs personnes, les femmes n'éveillent pas d'emblée de soupçons car même en temps de pénurie, il est tout à fait concevable qu'une maîtresse de maison reçoive et qu'elle fasse ses courses en conséquence. Toutefois, ce prétexte atteint ses limites dès qu'il est nécessaire de nourrir plusieurs personnes pendant un laps de temps prolongé. Dans ce cas, le ravitaillement est assuré soit par les services sociaux des mouvements résistants, soit par les structures que les différents réseaux d'évasion mettent en place pour subvenir aux besoins de leurs protégés, dont le nombre est immanquablement élevé<sup>89</sup>.

Lorsqu'elles vivent seules, les femmes qui prêtent leur domicile à la Résistance s'exposent à des risques plus importants que les femmes qui vivent en famille, car il n'est pas rare que les voisins surveillent leurs fréquentations d'un œil vigilant. Les

85 Célia BERTIN, *Femmes sous l'Occupation*, Paris 1993, p. 251–253.

86 OKW, Amt Ausl/Abw/Abt. Abw III Nr. 2401.6/43g (IIIC5a), BA-MA RW35/1281, non folioté.

87 Rapports de la gendarmerie sur les découvertes de containers (janvier 1944), AD Maine et Loire 18 W 28, non foliotés. Ces rapports portent la mention «secret». Nous renvoyons également aux rapports des fonds conservés aux AD Ain, 180 W 104 et 247, non foliotés.

88 TNA HS 6/593, f° 21 sq.

89 Marie-Thérèse LE CALVEZ, *Femme du réseau Shelburn* (voir n. 11), p. 19.

femmes seules ne sont pas nécessairement célibataires: entre 1940 et 1945, 790 000 d'entre elles sont les épouses de prisonniers de guerre français<sup>90</sup> et ne sont pour rien dans leur situation. Au vu d'allées et venues incessantes d'individus de sexe masculin ou d'un étranger resté passer la nuit, les voisins peuvent très vite conclure à des mœurs légères. Dans ce contexte, la >vigilance< desdits voisins est renforcée par l'image de la femme et de la famille que propage le gouvernement de Vichy en affirmant que l'adultère de la femme sape les structures sociales de l'État et menace la nation tout entière. Depuis 1942, une loi sanctionne les épouses de prisonniers de guerre français vivant en concubinage avec un autre homme<sup>91</sup>. C'est ainsi que, comme le prouvent les archives de cette époque, pour défendre les bonnes mœurs et la bienséance, un certain nombre de citoyens >respectables< recourent à la dénonciation anonyme de femmes vivant seules<sup>92</sup>.

À côté de son rôle traditionnel de gardienne de la maison et de la famille, la résistante qui prête son espace privé se voit confier, tout comme dans les missions de secrétariat exposées plus haut, une tâche essentielle: assurer la sécurité de ses protégés. Lorsqu'il arrive, malgré toutes les précautions prises, qu'un lieu abritant des activités résistantes (un appartement ou un café, par exemple) soit découvert et que la police vienne y trouver des personnes recherchées, les femmes sont souvent les premières personnes à devoir fournir une réponse adéquate. Dans ce genre de situation, leur présence d'esprit et leur assurance, doublées de manœuvres dilatoires ou de mensonges bien étudiés pour détourner l'attention de la police, peuvent offrir le temps nécessaire aux personnes recherchées pour prendre la fuite. Citons, à titre d'exemple, le cas de Mme Fleuret. Son appartement de Châteauroux sert de lieu de rencontre clandestin à des membres du réseau Silvestre-Farmer. Lorsque la police française vient fouiller son appartement, elle peut, grâce à sa fille qui réussit à quitter l'appartement sous un prétexte quelconque, prévenir à temps d'autres membres du mouvement afin d'empêcher leur arrestation<sup>93</sup>.

Lorsque les résistants se servent d'un espace privé pour y dissimuler des documents compromettants, ce sont souvent des femmes qui, en cas de menace d'arrestation ou de perquisition, parviennent à détruire lesdits documents – ou tentent du moins de le faire. En témoignage, à titre d'exemple, un compte rendu du 4 mars 1942 dans lequel les brigades spéciales relatent l'arrestation de Félix Cadras<sup>94</sup> et la perquisition de police qui s'ensuivit dans son appartement parisien:

»Lorsque le Commissaire se présenta pour perquisitionner, CADRAS, invité à donner les clefs de son logement s'y refusa et cria: >Georgette, je suis accom-

90 Sarah FISHMAN, *Waiting for the Captive Sons of France: Prisoner of War Wives 1940–1945*, dans: RANDOLPH HIGONNET, *Behind the Lines* (voir n. 28), p. 182.

91 Christine BARD, *Les femmes dans la société française au 20<sup>e</sup> siècle*, Paris 2001, p. 133.

92 CHAN AJ 40/870, f<sup>o</sup> 25, 27, 38, 146; circulaire du préfet du Jura sur les >Lettres anonymes – Dénonciations calomnieuses<, en date du 12.1.1942, à l'attention des maires, AD Saône-et-Loire W 120163 (préfecture), non folioté.

93 AD Rhône 1035 W 9, dossier 45, non folioté.

94 Félix Cadras (1906–1942) est membre du comité directeur du Parti communiste à Paris depuis le début de l'année 1941. Il sera fusillé par les Allemands à la fin du mois de mai 1942 au mont Valérien, à Paris.

pagné de ces Messieurs. À l'intérieur, on put percevoir un bruit de course rapide. Il ne fallait pas perdre de temps, des documents allaient disparaître. Un coup d'épaule dans la porte permit aux enquêteurs de pénétrer suffisamment à temps pour voir Mme CADRAS debout sur le radiateur de la salle de bain et qui venait de projeter au dehors, par la lucarne, un cabas qui fut retrouvé sur le toit d'un immeuble voisin [...]. Ce cabas était de bonne prise puisqu'il contenait la preuve d'activité de CADRAS, consistant en un nombre imposant de rapports émanant de diverses régions de la France et rendant compte de l'activité du Parti Communiste; [...]»<sup>95</sup>.

Même si, dans ce cas précis, l'entreprise se solde par un échec, la manière dont agit Félix Cadras pendant son arrestation prouve qu'il s'était entendu avec Mme Cadras sur ce qu'il faudrait faire en cas d'intervention policière pour empêcher le pire.

### Conclusion

Alors que les attentats et les actes de sabotage faisaient toujours grand bruit, les activités résistantes que nous venons de présenter n'avaient rien de spectaculaire: les agentes de liaison, les secrétaires et toutes les femmes qui accueillirent des clandestins et mirent leur espace privé à la disposition de la Résistance s'acquittaient silencieusement de tâches apparemment insignifiantes. Ne pas reconnaître leur travail à sa juste valeur revient toutefois à ignorer que leurs domaines d'activités occupèrent une place centrale dans les rouages de la Résistance: sans leur engagement, il aurait été impossible de réunir les différents mouvements de résistance français au sein du Conseil national de la Résistance en juin 1943 à Paris et il aurait été tout aussi impossible d'exécuter quelque opération militaire-armée que ce soit. De ce fait, les femmes furent fortement sujettes à la répression – comme le montrent clairement les dossiers d'époque de la police et de la justice: l'appareil de répression était tout à fait conscient du rôle de messagères des agentes de liaison et du rôle de centrales d'informations des secrétariats clandestins. Ainsi, 18,2% des agentes de liaison et 11,3% des secrétaires clandestines n'ont pas survécu à leur engagement dans la Résistance<sup>96</sup>.

Les femmes qui offraient leur domicile s'exposaient à des risques encore plus grands: 20,2% des résistantes qui prêtèrent leur espace privé à des fins d'entreposage n'ont pas survécu. Chez les femmes qui hébergèrent des soldats alliés, des membres de la Résistance ou des prisonniers de guerre français évadés, cette proportion s'élève à 18,1%. Ce qui pourrait sembler n'avoir été que l'activité apolitique de la «brave petite ménagère aux fourneaux» présupposait donc, à l'instar de toutes les autres activités résistantes, une volonté politique, un esprit critique et l'aptitude à prendre des risques.

95 Compte rendu des renseignements généraux en date du 4 mars 1942, APP BS/GB 28, non folioté.

96 Voir n. 7.



